

**MARCEL NIEDERGANG**

# La Révolution de Saint-Domingue



\*0636830156\*

en marquant de nombreux temps d'arrêt, dans l'avenue Amado Garcia. Tout paraît calme, soudainement. Les rues transversales sont désertes. Les dérisoires barricades de branchages et de bidons sont abandonnées, après la station d'essence. Mais, derrière chaque fenêtre, il y a un fusil, sur chaque toit un fusil mitrailleur et, dans chaque poing crispé, un cocktail molotov. Il y a seulement deux jours, la foule se serait ruée sur les chars, avec ses bouteilles d'essence enflammée. Elle vient de prendre une leçon de stratégie. Montes Arache a donné l'ordre de laisser les tanks s'approcher du carrefour de l'avenue Duarte. A ce moment-là, les équipages de Wessin y Wessin sont mitrillés par des centaines de tireurs et submergés de cocktails molotov. Ceux qui le peuvent rebroussement chemin et se réfugient de nouveau derrière le pont Duarte. A San Isidro, c'est la consternation. Pour la première fois, sans doute, depuis cinq jours, Wessin y Wessin comprend qu'il ne peut pas gagner contre cette armée populaire.

A 17 heures, mis au courant de cette défaite inattendue, Tapley Bennett Jr. envoie un nouveau message à Washington. Le colonel Benoit sollicite une intervention armée provisoire des États-Unis. Le message de l'ambassadeur a la priorité absolue et demande que la requête des autorités dominicaines soit satisfaite. En même temps, l'ambassadeur demande par téléphone la Maison Blanche et le bureau du président Johnson. Quelques minutes plus tard, des hélicoptères, transportant des *marines*, quittent le pont du SS *Boyer*. La véritable intervention commence. Avant que la nuit soit achevée, les paras de la 82<sup>e</sup> division aéroportée se posent sur les pistes de San Isidro à une cadence accélérée.

Pourtant, pour les généraux de San Isidro, la nuit a été mauvaise et longue. Battus au pont Duarte, ils redoutent une contre-offensive immédiate des insurgés. Mais ces derniers sont sans doute les premiers étonnés de leur succès, et ils ne songent qu'à consolider leurs propres positions dans la basse ville. Elias Wessin y Wessin se jette en pleurant dans les bras du premier officier de la 82<sup>e</sup> division. « Si vous n'étiez pas arrivés, ils allaient tous nous tuer... »

## Chapitre III

### L'occupation américaine

*Le marteau-pilon et le moustique.*

L'aube du jeudi 29 avril se lève, sur un étonnant carrousel, à Saint-Domingue. Les grandes manœuvres caraïbes de la 82<sup>e</sup> division aéroportée se déroulent, comme une mécanique impeccablement réglée. Les avions-cargos se posent sur les pistes de San Isidro, sont débarassés de leur matériel et de leur personnel sans que les moteurs soient arrêtés et repartent aussitôt. Les armes terrifiantes et les blindés s'accumulent aux abords du terrain : chars « ontos », anti-chars équipés de six tubes de 106 sans recul, blindés amphibies, APC (*armed personal carrier*) monstrueux et bardés d'antennes. Chaque para débarqué, casqué, en tenue de combat vert, semble traîner après lui un équipement et surtout un armement capables de ravitailler une section ordinaire. Toute la division est maintenant placée en alerte, depuis près de quarante-huit heures. Et le premier bataillon aéroporté se trouve en fait au-dessus de sa *drop zone*, depuis la veille à huit heures du matin. Les deux premiers bataillons de la division sont donc immédiatement sur place. Il n'est pas nécessaire de faire sauter les hommes. San Isidro est aux mains des forces de Wessin y Wessin et les hommes complètement démoralisés de la *junte*, mal rasés, sales et nonchalants, contemplent avec ébahissement cette armée suréquipée et disciplinée dont les soldats disparaissent sous des monceaux de bandes de mitrailleuses et des faisceaux de pistolets mitrailleurs.

Le P.C. opérationnel de la division est installé, à la hâte, dans un hangar d'aviation. Dans le ciel, les hélicoptères tournoient sans cesse, faisant la navette entre la base, le pont du porte-avions SS

*Boxer* et les terrains de polo de l'hôtel Embajador, où ils soulèvent des colonnes de poussière rouge et sèche, en se posant. Toutes les cinq minutes, un C. 130 *Hercules* ou un C. 124 *Globe master* apparaît dans la brume légère au-dessus de la mer scintillante, dans l'axe de la piste de San Isidro. Dix minutes plus tard, il prend déjà son virage sur la droite, en direction de la côte nord de l'île vers Puerto Plata. En cinq jours, à partir du 29 avril, on comptera 1 539 atterris-sages à San Isidro. Depuis le blocus de Berlin, c'est le plus gros pont aérien réalisé dans le monde.

Il est vrai que cette démonstration guerrière n'est pas tout-à-fait improvisée. Pour les hommes de la 82<sup>e</sup> division aéroportée, très fiers d'un surnom qui pourrait être celui d'une équipe de base-ball, les *All Americans*, ce n'est qu'une répétition supplémentaire. Un mois et demi plus tôt, sur la côte californienne, de gigantesques manœuvres aéronavales « Lance d'argent » ont eu lieu. Le thème en était l'occupation d'un pays ami « à la requête de ses dirigeants ». Soixante-cinq mille soldats, principalement des *marines*, les fameuses « nuques de cuir » de la guerre du Pacifique, ont été lancés sur les plages par vagues de mille, soutenus et précédés par un bombardement dirigé depuis une armada comprenant deux porte-avions, un croiseur et douze destroyers. Deux heures après le début de l'opération, vingt mille *marines* occupent déjà, sans coup férir, les plages choisies pour le débarquement. Les chefs militaires responsables de ces manœuvres de Californie ne sont pourtant pas absolument satisfaits. Il semble, notamment, que le feu de couverture des bâtiments de guerre n'est pas assez rapide. C'est, heureusement, un problème qui ne se pose pas, le 29 avril. « Mais nous avons appris, déclarent ces mêmes responsables, qu'il existe de nombreuses opérations qui ne sont pas forcément des actions de guerre, comme le contrôle des émeutes civiles, la protection des membres du Corps de la Paix et la solution des conflits entre dirigeants civils et militaires. »

Pendant que les hommes de la 82<sup>e</sup> division aéroportée se préparent à pousser leurs premières reconnaissances vers le pont Duarte, d'où s'élève encore des fumées d'incendie, les ressortissants américains, membres du Corps de la Paix, à Saint-Domingue, ont refusé d'être évacués, estimant qu'ils ne courraient aucun danger et poursuivent leur travail, dans la basse-ville, en assistant les médecins et les chirurgiens

giens débordés. Quant à la solution des « conflits entre dirigeants civils et militaires », l'intervention de la 82<sup>e</sup> division ne la fera pas progresser d'un pouce.

À la fin de la première semaine, cinq mille *marines* et paras américains auront déjà débarqué à Saint-Domingue. Pour le week-end du 1<sup>er</sup> mai, ils sont déjà douze mille et, le 8 mai, le nombre total de soldats américains engagés atteindra vingt-deux mille hommes. Au plus fort de la crise, on comptera trente-cinq mille soldats américains, y compris les équipages restés à bord des quelque quarante navires de guerre patrouillant à l'extrême limite des eaux territoriales, ou relâchant dans le port de Haina, aux côtés des frégates de la marine dominicaine. « Pour écraser des moustiques, dit un diplomate occidental de Saint-Domingue, les États-Unis ont réellement utilisé un marteau-pilon peu banal... »

L'ampleur des moyens militaires mis par les États-Unis à la disposition de l'opération Saint-Domingue est effectivement surprenante. Pour atteindre l'objectif initialement fixé par les dirigeants de Washington, devant leur opinion publique, à savoir l'évacuation des ressortissants américains et étrangers, les quelque quatre cent *marines*, débarqués, dès le 28 avril, dans le port de Haina, sont largement suffisants. Il est vrai que plus de deux mille citoyens américains ont déjà été ramenés à Porto Rico, lorsque les deux premiers bataillons de la 82<sup>e</sup> division commencent leur débarquement à San Isidro et que le véritable objectif de l'intervention américaine, objectif précisé à Washington, avant tout débarquement, est d'empêcher la prise du pouvoir par les communistes. Mais, même dans ce cas, il paraît excessif d'avoir déclenché un mécanisme guerrier d'une telle puissance. Les dirigeants américains n'ont jamais donné de réponse satisfaisante à cette interrogation. Le seul argument avancé, par les responsables du Pentagone, est que l'ampleur des moyens se justifie par la nécessité de limiter les pertes au maximum.

Une explication partielle peut être trouvée dans le fait que les chefs militaires américains ont pensé qu'il leur serait sans doute nécessaire d'occuper tout le territoire de la République Dominicaine. En effet, l'ambassadeur Tapley Bennett Jr. a exprimé en privé des inquiétudes sérieuses quant à la sécurité des ressortissants américains qui ne se trouvent pas dans la capitale elle-même. Pourtant, jamais

ces derniers ne seront molestés, et les trois principales compagnies nord-américaines de la République (la *United Fruit* dans l'extrême nord-ouest, la *South Puerto Rico Sugar Co* dans l'est et l'*Alcoa* dans le sud-ouest) vont poursuivre leurs activités à peu près normalement, pendant toute la crise, compte tenu des difficultés de transport. Quand il devient évident que l'occupation totale de la République Dominicaine n'est pas nécessaire, il est de toute façon trop tard pour faire marche arrière et rapporter les ordres transmis par l'état-major de la division. Il semble d'ailleurs que le souvenir malheureux — pour les chefs militaires des États-Unis et pour les responsables de la C.I.A. — de l'attaque menée par la brigade anticastroïste 2 506, dans les marais de Zapata, en avril 1961, ait joué un rôle non négligeable pour le déclenchement d'une opération aussi incroyablement importante, en avril 1965, contre la République Dominicaine.

Tous les témoignages des collaborateurs les plus proches de J.F. Kennedy, à commencer par celui de Théodore Sorensen, concordent aujourd'hui. En avril 1961, le président des États-Unis a finalement donné son accord à l'opération préparée contre Cuba par la C.I.A. et le Pentagone, à la condition que les forces aériennes américaines ne soient pas directement impliquées dans l'agression. Cette condition de Kennedy ne soulève d'abord aucune objection, ni au Pentagone ni à la C.I.A., car chacun est alors bien persuadé que le bombardement, prévu pour le 15 avril (six jours avant le débarquement du commando 2 506 à Playa Giron), suffira à mettre hors de combat les quelques appareils dont dispose le gouvernement cubain. Mais, lorsque l'échec de ce premier bombardement (effectué par des appareils B. 26 lourds, lents, inadaptés et choisis uniquement parce qu'il sera possible de prétendre qu'ils ont décollé des aérodromes cubains) est patent et que les quelque deux mille *guerrilleros* de la brigade 2 506 se trouvent en difficulté sur les plages de débarquement, les chefs de la C.I.A. et de l'armée américaine, dont la responsabilité est sérieusement engagée dans cette opération, reviennent à la charge et réclament l'intervention ouverte et immédiate de l'aviation des États-Unis.

Seule, en effet, cette intervention semble à ce moment-là, deux jours après le début du débarquement, de nature à modifier l'allure des

combats qui tournent à la déroute pour les commandos anticastroïstes. Ces derniers ont perdu deux cargos, le *Rio Escondido* et le *Houston* chargés de munitions, d'armements, de matériel lourd et de médicaments. Ces deux cargos ont été immédiatement coulés par la minuscule aviation de chasse fidéliste. Deux autres, l'*Atlantico* et le *Caribe* se sont tellement éloignés vers le sud, après l'envoi par le fond du *Rio Escondido* et du *Houston*, qu'ils ne réussiront pas à revenir en temps utile près des marais de Zapata. A terre, les hommes de la brigade 2 506 — ou ce qu'il en reste — se battent avec l'énergie du désespoir, mais submergés par le nombre et à court de munitions, leur sort ne fait plus de doute. Kennedy, sous la pression de ses conseillers civils, a donné, le dimanche précédent, ordre d'annuler le second bombardement aérien prévu, par crainte de réactions internationales trop vives, la thèse des appareils « ayant décollé de Cuba », alors qu'ils viennent du Nicaragua, n'ayant trompé personne, malgré les pauvres efforts de Stevenson, aux Nations Unies. Mais le mercredi suivant, touché par la situation désespérée de la brigade encerclée dans les marais de Zapata, le président Kennedy donne l'ordre à la marine et à l'aviation des États-Unis de sauver le plus de rescapés possible.

A l'heure du bilan, qui coïncide avec la réception annuelle du Congrès, l'amertume des chefs de la C.I.A. et des dirigeants du Pentagone est immense. Le général Taylor, chargé ultérieurement d'une enquête, estimera que les officiels responsables auraient dû présenter au Président, avec plus de clarté, l'importance militaire des attaques aériennes prévues et les conséquences de leur annulation.

C'est une leçon qui n'est pas complètement perdue, en avril 1965. Bien entendu, le climat à la Maison Blanche, avec un président Johnson qui « veut tout voir, tout faire et tout superviser » n'a, de toute façon, plus aucun rapport avec celui qui régnait à l'époque, si proche et qui paraît déjà si lointaine, du président J.F. Kennedy : la tentation de la force a remplacé l'évaluation correcte des risques et des possibilités. Mais il est clair, d'une certaine manière, que la C.I.A. et le Pentagone croient prendre en avril 1965 la revanche facile d'avril 1961...

*Les marines à l'œuvre.*

Lorsque l'intervention armée des États-Unis en république Dominicaine eut provoqué une tempête de protestations en Amérique latine — et ailleurs — le président Johnson déclara que « 99 p. 100 des raisons ayant motivé l'ordre d'intervention étaient liées à la nécessité de tenter de sauver les vies des ressortissants américains à Saint-Domingue ». Bien que l'attitude et les déclarations de nombreux dirigeants américains, à Washington, comme à Saint-Domingue, avant et après le débarquement de la 82<sup>e</sup> division aéroportée, ne coïncident absolument pas avec cette étonnante appréciation chiffrée de « 99 p. 100 » du président Johnson, on peut cependant raisonnablement estimer que le souci de protéger les vies des ressortissants américains et la volonté d'éviter la formation à Saint-Domingue d'un gouvernement favorable à la révolution cubaine ont joué, parallèlement et pendant très peu de temps, des rôles complémentaires et d'importance différente dans l'esprit des hommes qui ont pris la décision d'intervenir militairement aux côtés du président Johnson. Il est, en revanche, certain que, dès le premier instant, les chefs militaires de l'opération COMLANDFORDOMREP (sigle barbare désignant le commandement des troupes américaines débarquées à Saint-Domingue) sont intimement persuadés qu'ils sont là pour faire échec à un soulèvement communiste. A bord du *SS Boxer*, ancré à la hauteur de l'hôtel Embajador, le *task-force commander*, capitaine James A. Dare, qui reçoit les journalistes américains, n'émet pas le moindre doute sur les raisons et les objectifs de l'intervention. « Les forces américaines » dit-il alors « resteront aussi longtemps qu'il le faudra pour que le gouvernement dominicain ne soit pas communiste. »

A San Isidro, les officiers qui commandent les deux premiers bataillons de la 82<sup>e</sup> division aéroportée se mettent immédiatement en rapport avec les officiers de la mission militaire américaine et avec les membres de l'état-major de Wessin y Wessin, afin de prendre des dispositions de combat communes. Les messages échangés par radio entre San Isidro, le porte-avions *SS Boxer* et le quartier général provisoire des *marines*, près de l'hôtel Embajador, ne laissent, de ce point de vue, dès le jeudi matin 29 avril, aucun doute. Pour le com-

*L'occupation américaine*

mandant en chef de COMLANDFORDOMREP, les troupes de Wessin y Wessin sont des forces alliées, et les partisans du colonel Caamaño Deño, enfermés dans la basse ville ou encore appuyés sur des points fortifiés, dans les faubourgs nord dans l'axe de l'avenue Duarte, sont des forces ennemies. Au cours des premières heures, il est ouvertement et fréquemment question des « forces castristes » pour désigner les insurgés de Ciudad Nueva dans ces échanges par radio. Ensuite, l'expression « forces rebelles » sera plus fréquemment employée.

Non seulement la coopération est immédiate et totale entre les troupes américaines et les forces contre-révolutionnaires de Wessin y Wessin, mais les officiers des *marines* et des paras de la 82<sup>e</sup> division sont bien intimement persuadés qu'ils doivent combattre des « rebelles communistes ».

Au même moment, à Washington, il est seulement question d'une intervention dont le seul objectif est de garantir la sécurité de l'évacuation des ressortissants américains et étrangers de Saint-Domingue. Dans la capitale dominicaine, l'ambassadeur Tapley Bennett Jr. soutient à peu près la même opinion en public, mais les messages radio qu'il échange en clair avec le colonel Pedro Benoit, chef provisoire et tout théorique de la *junte* de San Isidro, illustrent cette collaboration totale des autorités américaines, civiles et militaires, avec les officiers de la *junte* battus et démoralisés. Ceux-ci admettent que « l'arrivée et la distribution des premières rations ont contribué à relever de manière significative le moral de leurs troupes ». L'ambassadeur Tapley Bennett Jr. demande au colonel Benoit s'il peut ouvrir l'aérodrome de Punta Caucedá au trafic. Il précise que des soldats américains sont disponibles pour assurer le trafic de l'aérodrome international, au cas où les techniciens civils dominicains feraient défaut. L'ambassadeur demande également, à plusieurs reprises et en clair, au colonel Benoit s'il n'a « besoin de rien d'autre » et s'il pense « réussir son opération avec un peu de détermination ». Entre les officiers américains de la mission, installés à San Isidro, comme agents de liaison auprès de la *junte*, et le Q.G. de l'hôtel Embajador, il n'est question que des besoins des forces de la *junte* « en matériel radio, en équipements, en rations de combat ».

Les thèses soutenues à Washington (et, quoique plus mollement, à l'ambassade américaine de Saint-Domingue) et celles qui sont,

en fait, appliquées sur le terrain par les autorités civiles et militaires des États-Unis sont, dès le jeudi 29 avril, en contradiction flagrante. Ce n'est même pas un secret. Il suffit d'être sur place, de circuler sur la base de San Isidro ou sur les terrains de polo de l'hôtel Embajador, de regarder et d'écouter. C'est ce que font un certain nombre de journalistes américains amenés à Saint-Domingue par les appareils de transport de l'aviation militaire des États-Unis et reçus comme correspondants de guerre à bord du *SS Boxer*. Cette contradiction ne pourra, par conséquent, rester longtemps dans l'ombre et la tâche des diplomates américains aux Nations Unies et devant l'Organisation des États américains, à commencer par Adlai Stevenson, va s'en trouver singulièrement compliquée.

La liaison entre le quartier général provisoire de la 82<sup>e</sup> division aéroportée, à San Isidro, et le P.C. opérationnel des *marines* est d'abord établie par radio et par hélicoptères. C'est, dès 17 h 30, le mercredi 28 avril, que les premiers hélicoptères venant du *SS Boxer* se sont posés en vrombissant sur le terrain de polo de l'hôtel Embajador.

Des « nuques de cuir » en tenue de combat, casqués, le doigt sur la détente de leur mitraillette, visages farouches, en surgissent. Ils sautent à terre avec la rapidité et la précision qu'on leur a enseignées à l'entraînement, font quelques pas à demi courbés, l'œil aux aguets, et plongent aussitôt sur le sol dans la position du tireur couché. John Bushnell, de l'ambassade des États-Unis, se trouve sur place à quelques mètres du premier hélicoptère. Il ne peut s'empêcher de trouver ce spectacle légèrement ridicule. C'est un homme distingué et calme, portant de grosses lunettes d'écaïlle, chargé, depuis le début de l'après-midi, de surveiller l'arrivée à l'hôtel Embajador des convois de bus amenant les candidats à l'évacuation vers Porto Rico. John Bushnell est spécialisé dans les questions économiques. Plus tard, il se rappellera être allé machinalement vers le *marine* le plus proche de lui et lui avoir frappé sur l'épaule, en lui demandant en quoi il pouvait être utile.

« Comment va-t-on à l'ambassade ? » lui demande le *marine*. Bushnell fait un geste vague en direction de la ville. « Par là... » Et il ajoute : « Mais il y a plusieurs kilomètres. » Alors, le premier groupe de *marines* se relève comme un seul homme et s'installe dans

un bus, dont des réfugiés chargés de paquets viennent de descendre. Jusqu'au carrefour de l'avenue Bella Vista et de l'avenue Abraham Lincoln, tout est calme. À droite, une artère très large mène en pente douce vers les bâtiments de la *feria* et de l'avenue George Washington, sur le front de mer. À gauche, les « nuques de cuir » s'enfoncent dans une cité dont ils ne connaissent rien, de longues avenues désertes traversées de coups de feu, des villas qui brûlent doucement, des hommes qui courent à l'angle des rues et, partout, des amoncellements de débris.

L'officier, qui commande le 3<sup>e</sup> bataillon du 6<sup>e</sup> régiment de *marines*, a suivi avec une escorte le premier détachement de troupes. Il ne sait pas non plus où se trouve l'ambassade des États-Unis. Il s'arrête à une station d'essence, trouve une carte « Texaco » et s'oriente comme il peut à travers les rues trop vides, fait un crochet vers la nonciature et le siège de la Croix-Rouge dominicaine et repart vers l'est en longeant la Bolívar, où les rafales ne cessent pas. Un peloton de soixante-dix hommes prend position dans les jardins et autour de la résidence de l'ambassadeur Tapley Bennett Jr. Tout de suite les francs-tireurs insurgés ont pris pour cible l'ambassade américaine, et les coups de feu claquent sans répit sous les arbres. Des balles viennent « miauler » jusque devant la fenêtre du bureau de l'ambassadeur, qui doit souvent se jeter à terre.

Il n'est pas le seul. À la même heure, un certain nombre de ses collègues sont à plat ventre, la main sur leur téléphone. Deux ambassades sont particulièrement exposées : celle de France, située entre l'ambassade américaine et le Palais National et celle de l'Équateur, près de l'avenue Pasteur et à une portée de fusil de la place de l'Indépendance... Naturellement, l'ambassadeur de France, Fouchet, et son adjoint, Isnard, trouvent cette proximité inconfortable. Elle leur vaut d'être sur la trajectoire de tir des insurgés, depuis le secteur du Palais National, et des troupes américaines retranchées autour de la chancellerie américaine. Paul Fouchet a bien payoisé son ambassade d'immenses drapeaux tricolores, mais cette distinction est inutile dans l'extraordinaire confusion des premiers jours.

L'objectif des *marines* est impératif : nettoyer les rues autour de leur point d'appui. Une vingtaine d'entre eux, la poitrine bardée de bandes de mitrailleuses, sont accroupis dans le jardin de l'ambas-

sade de France, sous les palmiers et les bougainvillées. Dans la rue, des chars amphibies ont pris position... Le moindre coup de feu d'un franc-tireur déclenche un véritable tir de barrage du côté américain : fusils mitrailleurs, mitrailleuses, bazookas et canons des chars. Jusqu'à la rectification du tracé du corridor, établi par les troupes américaines à travers la vieille ville jusqu'au pont Duarte, l'ambassade de France va même se trouver au milieu du *no man's land*. Pourtant, Fouchet et Isnard gardent leur sang-froid et leur bon sens. Les diplomates qui se sont refusés, dès le début, à suivre les principaux représentants de l'ambassade américaine, dans cette attitude marquée à la fois par la confusion et la panique, ne sont d'ailleurs pas rares. C'est ainsi que l'ambassadeur d'Espagne, qui a une connaissance profonde et réelle du pays, promène, dès les premières heures de l'insurrection, son profil altier de Grand d'Espagne dans cette turbulence. Il le fait avec insolence et insouciance et n'hésitera jamais à intervenir personnellement pour critiquer une initiative des insurgés, de la finie ou des Américains lui paraissant absurde.

### *L'Église et la Révolution.*

Mais c'est le nonce apostolique, M<sup>sr</sup> Emmanuele Clarizio, dont l'action va se révéler la plus positive. C'est un prélat au beau visage fin et fragile, dont les yeux délicats sont cachés par de fines lunettes à monture d'acier. Quand il a pris possession de son poste, le spectaculaire renouveau de l'Église catholique en Amérique latine n'a pas touché la république Dominicaine. Comme dans tant d'autres domaines, ce pays, voué pendant de trop longues années à la dictature, à l'oppression, à l'adulation obligatoire, est terriblement en retard. Les premières relations entre M<sup>sr</sup> Emmanuele Clarizio et Juan Bosch n'ont pas été bonnes. La nonce a été sensible à cette ambiance d'hostilité qui prévaut, dans la haute société et dans la bourgeoisie dominicaine, contre le leader du Parti Révolutionnaire, qui fait figure, pourtant bien à tort, de loup rouge. Avant même d'avoir occupé son bureau présidentiel, en février 1963, Juan Bosch a reçu la visite du nonce apostolique. Ce dernier souhaite une révision du projet de Constitution, mis au point par l'état-major du Parti

Révolutionnaire, et qui a, par conséquent, toute chance d'être adopté par le gouvernement de Juan Bosch. La nouvelle Constitution ne reconnaît pas les avantages accordés par celle qui était en vigueur au moment de la mort de Trujillo et qui prévoyait que les relations entre l'Église catholique et l'État dominicain seraient régies par le Concordat signé entre le Saint-Siège et le dictateur. L'Église dominicaine, dont le rôle dans la chute de Trujillo n'a pas été complètement inefficace, s'émue de ces premières atteintes de principe, esquissées par le brain trust laïc de Juan Bosch, et le nonce demande au président élu que le projet de constitution soit revisé, afin de pouvoir y inclure l'article trujilliste relatif au Concordat. Bosch s'est retranché derrière les impératifs d'un système réellement démocratique et a renvoyé M<sup>sr</sup> Emmanuele Clarizio au président de l'Assemblée constituante, le Dr Rafael Molina Urena. Il a ajouté : « Je n'ai personnellement aucune autorité sur les Constituants. Mais voyez le président de l'Assemblée. Vous savez que c'est un homme accessible... et aidez-nous surtout à créer et à faire vivre cette nouvelle démocratie dominicaine... »

Deux mois plus tard, Juan Bosch a fait la même réponse à M<sup>sr</sup> Relly, évêque de San Juan de la Maguana, qui renouvelle l'offensive de l'Église contre la Constitution de 1963. M<sup>sr</sup> Relly, évêque dominicain, est américain mais 80 p. 100, au moins, du clergé de la république est d'origine espagnole. Jusqu'en 1965, sauf exceptions, la hiérarchie de l'Église catholique dominicaine est très liée à la grande bourgeoisie et n'a que peu de contacts avec la masse du peuple. Significativement, aucun représentant de cette hiérarchie n'a assisté à la cérémonie officielle lorsque la Constitution a été promulguée le 29 avril 1963.

S'il fallait résumer l'attitude de l'Église en république Dominicaine depuis trente ans, on pourrait dire qu'elle a été presque constamment négative, défensive et critique. Elle a accepté de cautionner la dictature de Trujillo parce qu'elle en retirait de nombreux avantages, à commencer par la construction de nouvelles églises, puis, un an avant la mort du dictateur elle s'en est détachée, imitant ainsi la bourgeoisie choquée par les crimes trop voyants du régime comme l'attentat contre le président vénézuélien Romulo Betancourt ou l'assassinat des sœurs Mirabal par la police secrète au siège de la